

Communiqué de presse

Crise COVID19

La recherche publique et l'enseignement supérieur ont besoin d'un plan d'urgence chiffré.

Le Président de la République, Emmanuel Macron, annonçait le 19 mars 2020 avoir pris la mesure de l'importance de la recherche scientifique et de la nécessité d'un investissement massif dans ce domaine.

Or la recherche scientifique a été touchée de plein fouet par la crise du COVID19, avec de nombreux projets arrêtés pendant plusieurs mois, des échantillons perdus et les perspectives de carrière de plusieurs dizaines de milliers de jeunes chercheurs et chercheuses menacées. Les universités sont aussi à la peine pour faire face au coût de la rentrée 2020 et le CNOUS affiche déjà un déficit de plusieurs centaines de millions d'euros.

Dans une lettre ouverte et une pétition publiées le 28 avril 2020, nous avons alerté le Président de la République sur la nécessité d'un plan d'urgence pour la recherche (1). Cette pétition, qui a rassemblé près de 7500 signatures à ce jour (2), faisait suite aux annonces non chiffrées faites par la Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation le 23 avril 2020.

Deux mois plus tard, deux budgets rectificatifs ont été votés par le gouvernement, plusieurs secteurs industriels ont bénéficié de plans d'urgence qui se chiffrent en centaines de milliards d'euros, 550 millions ont été promis à quinze instituts de recherche technologique favorisant le partenariat public-privé (3). Mais aucun plan d'urgence concret pour la recherche publique et l'enseignement supérieur français n'a été proposé. Dans le troisième projet de loi de finances rectificative du 10 juin, les seules aides qui sont accordées dans le volet Recherche et Enseignement Supérieur, hormis des crédits pour la vie étudiante, vont à des entreprises : 250 M€ à l'aéronautique civile et 70 M€ à BPI France Financement et à la filière Batteries.

Le gouvernement vient de dévoiler le projet de Loi de Programmation Pluriannuelle pour la Recherche et cherche à la faire voter dans les plus brefs délais. Or actuellement la priorité de la communauté scientifique est de réussir la sortie du confinement de l'ensemble des laboratoires suite à la crise COVID19 et de relancer la recherche publique dans toutes ses composantes. Cela sera impossible sans un engagement financier ferme, concret et immédiat de l'Etat. Pour le seul secteur de la recherche publique, l'enveloppe nécessaire est estimée à environ 700 millions d'euros. Cet engagement doit être pris dès maintenant pour que tous les opérateurs connaissent dans les plus brefs délais les budgets ministériels additionnels dont ils disposent pour aider personnels, projets et laboratoires impactés par la crise et le confinement. Le temps des promesses vagues et non chiffrées est révolu.

Comment le gouvernement peut-il espérer convaincre la communauté scientifique de sa volonté d'investir 25 milliards d'euros sur 10 ans dans la recherche publique lorsque qu'il décide d'ignorer un problème si urgent et d'une ampleur financière bien inférieure ?

Nous appellons chacun et chacune de nos collègues et adhérent.e.s à envoyer ce texte par courrier électronique ou papier à leurs représentants au parlement (<http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/vos-deputes>; <https://www.senat.fr/elus.html>) et aux responsables gouvernementaux (<https://www.elysee.fr/ecrire-au-president-de-la-republique/>; <https://www.gouvernement.fr/contact/ecrire-au-premier-ministre>; <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid24747/nous-contacter.html#Ministre>).

(1)

https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/28/coronavirus-les-mois-perdus-pour-la-recherche-scientifique-auront-des-effets-disproportionnes-s-ils-ne-sont-pas-compenses_6038052_3232.html

(2) <http://chng.it/9FbjDD2N>

(3) <https://esr.gouv.fr/c152255>

Sociétés savantes signataires:

- Association des Enseignants Chercheur de Psychologie des Universités (AEPU)
- Association Femmes et Mathématiques
- Association Femmes & Sciences (F&S)
- Association Française de Mécanique (AFM)
- Association Française de Sociologie (AFS)
- Association des Historiens Contemporanéistes de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (AHCESR)
- Association des Professeurs d'Archéologie et d'Histoire de l'Art des Universités (APAHAU)
- Comité d'Information et de Liaison pour l'Archéologie, l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel (CILAC)
- Comité National Français de Géographie
- Société Botanique de France
- Société Chimique de France
- Société d'Etudes Anglo-Américaines des XVIIe et XVIIIe siècles (SEAA 17-18)
- Société Française d'Alcoologie (SFA)
- Société Française d'Astronomie et d'Astrophysique (SF2A)
- Société Française de Biochimie et Biologie Moléculaire (SFBBM)
- Société Française de Bioinformatique (SFBI)
- Société Française de Biologie du Développement (SFBD)
- Société Française d'Ecologie et d'Evolution (SFE2)
- Société Française d'Exobiologie (SFE)
- Société Française de Génétique (SFG)
- Société Française des microscopies (SFμ)
- Société Française de Psychologie (SFP)
- Société Française de Statistique (SFdS)
- Société Française de Virologie (SFV)
- Société Mathématique de France (SMF)
- Société de Mathématiques Appliquées et Industrielles (SMAI)

- Société des Neurosciences (SdN)
- Société des Professeurs d'Histoire ancienne de l'Université (SoPHAU)
- Société Professionnelle des Enseignants Chercheurs en Informatique de France (SPECIF Campus), avec le soutien de la Société Informatique de France (SIF)
- Société de Sociologie du Sport de Langue Française (3SLF)

Signatures individuelles :

- Jean-Baptiste Boulé, MNHN, Paris
- Luc Buée, Lille Neuroscience & Cognition, Lille
- Rosa Cossart, INMED, Marseille
- Stéphane Germain, Collège de France, Paris
- Philippe Isope, INCI, Strasbourg
- Marie Manceau, Collège de France, Paris
- Nicolas Renier, Institut du Cerveau, Paris
- Frédéric Saudou, GIN, Grenoble
- Fekrije Selimi, Collège de France, Paris
- Sophie Vriz, Université de Paris, Paris
- Michaël Zugaro, Collège de France, Paris